

Procès-verbal du Conseil communal du 23 janvier 2018

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,

Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan M., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Robette-Delputte F.,
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster
C., Egels E., Petit N., **Conseillers**,

Gillard S., **Directeur général**.

Excusée : Vanderkel A., **Conseillère**.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 19 décembre 2017 – partie publique – approbation.

Le Conseil communal approuve le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2017, partie publique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

Madame Petit s'abstient.

2. Finances – Situation de caisse en date du 8 janvier 2018 – **information**

Le Conseil communal est informé de la situation de caisse en date du 8 janvier 2018, à savoir : un solde débiteur de 2.426.675,62€.

3. Finances – Modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017 du Budget communal, services ordinaire et extraordinaire, approuvée par les autorités de tutelle en date du 18 décembre 2017 – **information**

Le Conseil communal est informé de l'approbation par les autorités de tutelle, en date du 18 décembre 2017, de la Modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017 du Budget communal, services ordinaire et extraordinaire.

4. Finances – Modification budgétaire n°2 des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2017, du CPAS de Jurbise – **approbation**

Le Conseil communal approuve la Modification budgétaire n°2 des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2017, du CPAS de Jurbise avec 14 voix pour et 4 abstentions.

Madame Senecaut, Madame Petit, Monsieur Delhay et Monsieur Breuse s'abstiennent.

Le Président du CPAS et Madame Decoster ne prennent pas part au vote.

5. **Marchés publics** – MP 2017-28-SG relatif à la désignation d'un assureur pour la couverture des biens, personnels, risques et activités de la Commune et du CPAS de Jurbise : mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36, et notamment l'article 2, 36° permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-28-SG relatif au marché “Désignation d'un assureur pour la couverture des biens, personnels, risques et activités de la Commune et du CPAS de Jurbise” établi par le Directeur général ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Divers contrats d'assurance pour la Commune de Jurbise), estimé à 280.991,73 € hors TVA ou 339.999,99 €, TVA comprise;

* Lot 2 (Divers contrats d'assurance pour le CPAS de Jurbise), estimé à 214.876,03 € hors TVA ou 260.000,00 €, TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 495.867,76 € hors TVA ou 599.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que les lots 1 et 2 seront attribués pour une durée de 12 mois, tout en tenant compte du fait qu'à l'échéance de cette période, la durée du marché pourra être prorogée automatiquement d'une année supplémentaire sauf si l'une des parties n'entend pas poursuivre les polices, et que la durée de ce marché est prorogeable trois fois dans les conditions fixées au CSCh ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que l'estimation ci-dessus dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que Commune de Jurbise exécute la procédure et intervienne au nom du CPAS de Jurbise à l'attribution du marché ;

Considérant en effet que les achats et procédures collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget communal ordinaire de l'exercice 2018, articles 050/117-01, 050/118-01, 050/124-08, 050/125-08 et 050/127-08 et au budget des exercices suivants, ainsi qu'au budget ordinaire du CPAS de l'exercice 2018, articles 924/8441/104/8451/831/8352/8351/837/8445/124-08, 924/8351/837/8443/125-08, 8443/127-08, 8441/127-08 et 8451/8351/104/117-01, et au budget des exercices suivants ;

Considérant que l'avis de légalité obligatoire du Directeur financier a été sollicité le 23 novembre 2017, obtenu le 12 janvier 2018, et qu'il s'avère favorable ;

DECIDE : à l'unanimité

- Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-28-SG et le montant estimé du marché "Désignation d'un assureur pour la couverture des biens, personnels, risques et activités de la Commune et du CPAS de Jurbise", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 495.867,76 € hors TVA ou 599.999,99 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De passer le marché par la procédure ouverte.
- Article 3. - De soumettre le marché à la publicité européenne, et de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen
- Article 4. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom du CPAS de Jurbise, à l'attribution du marché.
- Article 5. - De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget communal ordinaire de l'exercice 2018, articles 050/117-01, 050/118-01, 050/124-08, 050/125-08 et 050/127-08 et au budget des exercices suivants, ainsi qu'au budget ordinaire du CPAS de l'exercice 2018, articles 924/8441/104/8451/831/8352/8351/837/8445/124-08, 924/8351/837/8443/125-08, 8443/127-08, 8441/127-08 et 8451/8351/104/117-01, et au budget des exercices suivants.
- Article 6. - Copie de cette décision sera transmise au CPAS de Jurbise ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier, pour disposition.

Article 7. - Cette décision est également portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

6. **Marchés publics** – MP 2017-38-SG-GU relatif à la rénovation d'une toiture plate et de son plafond à l'Ecole de Masnuy-St-Jean : mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 19 juin 2017 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Rénovation d'une toiture plate et de son plafond" pour l'école de Masnuy St Jean à Xavier Deroubaix, Chaussée Bruneault, 176 à 7050 Jurbise ;

Attendu le cahier des charges N° 2017-38-SG-GU relatif à ce marché établi le 27 novembre 2017 par l'auteur de projet, Xavier Deroubaix, Chaussée Bruneault, 176 à 7050 Jurbise ;

Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 41.909,00 € hors TVA ou 44.423,54 €, 6% TVA comprise ;

Attendu qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 722/724-60 (n° de projet 20180030) et sera financé par emprunt ;

Considérant qu'une demande N°2017-38-SG-GU afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 19 décembre 2017, obtenue le 11 janvier 2018, et que cet avis s'avère favorable ;

.... DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-38-SG-GU du 27 novembre 2017 et le montant estimé du marché “Rénovation d'une toiture plate et de son plafond”, établis par l’auteur de projet, Xavier Deroubaix, Chaussée Bruneault, 176 à 7050 Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 41.909,00 € hors TVA ou 44.423,54 €, 6% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3. - De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 722/724-60 (n° de projet 20180030).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. **Culture** – Mise à disposition gratuite de la salle culturelle Jacques Galant, le 28 décembre 2017, au bénéfice du club sportif Team DannyJi Cycling – dérogation au Règlement de location et de mise à disposition des salles communales – **ratification**

Monsieur Delhay demande si une telle dérogation pourrait être envisagée au bénéfice de tous les clubs de l'entité, qui peinent souvent à trouver une salle disponible pour l'organisation de petites activités ponctuelles et occasionnelles.

L'Echevine de la Culture confirme à Monsieur Delhay cette possibilité, tout en précisant que dans le cas présent, il s'agissait pour le demandeur d'occuper un local durant 1h30 afin de mener à bien une distribution de maillots au bénéfice de ses membres.

Monsieur Delhay serait par conséquent d'avis de généraliser de telles dérogations dans des cas similaires, et estime qu'une telle possibilité devrait être communiquée aux clubs de l'entité.

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite au courriel du 27 décembre 2017, il a été proposé de mettre la salle culturelle Jacques Galant à disposition de l'A.S.B.L. DannyJi Cycling Team, représentée par MM. Sclacmender-Cransquin demeurant Clos du Moustier, 59 à 7050 Jurbise, afin de leur permettre de mener à bien l'organisation de la cérémonie de remise des maillots cyclistes pour la saison 2018 ;

Considérant qu'il a été proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité totale du prix de location ;

Considérant que cette gratuité se justifiait par l'intérêt communal de la manifestation concernée, cette A.S.B.L. contribuant au rayonnement du cyclisme au-delà des frontières de notre commune et étant la seule à proposer ce type d'activité sportive sur l'entité de Jurbise ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 09/01/2018 ;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} : De ratifier la décision du Collège communal prise en séance le 09/01/2018, qui avait pour but de mettre gracieusement la salle culturelle Jacques Galant à disposition de l'A.S.B.L. DannyJi Cycling Team, représentée par MM. Sclacmender-Cransquin demeurant Clos du Moustier, 59 à 7050 Jurbise, afin de leur permettre de mener à bien l'organisation de la cérémonie de remise des maillots cyclistes pour la saison 2018.

Article 2 : Cette gratuité se justifiait par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

8. **Personnel** – Organisation d'un examen de promotion au grade de Chef de service administratif C3 pour le Service Etat-civil / Population de l'Administration communale de Jurbise – organisation et modalités de la procédure d'examen – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de procéder à l'organisation d'un examen de promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3 du Service Etat-civil/Population de l'Administration communale de Jurbise ;

Considérant que l'agent qui sera promu sera chargé de la gestion quotidienne du Service Etat-civil/Population, de la gestion du personnel le composant et de l'organisation du travail au sein de ce Service, sous l'autorité du Directeur général ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs à la promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3, sont fixés au statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 10 janvier 2018, obtenu en date du 11 janvier, et qu'il s'avère favorable ;

Attendu que les voies et moyens nécessaires ont été prévus au Budget communal de l'exercice 2018, service ordinaire, aux articles 104/11101.2018, 104/11301.2018 et 104/11321.2018;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. - De procéder à l'organisation d'un examen de promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3 du Service Etat-civil/Population de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

-
9. **Personnel** – Organisation d'un examen de promotion au grade de Chef de service administratif C3 pour le Service Finances de l'Administration communale de Jurbise – organisation et modalités de la procédure d'examen – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de procéder à l'organisation d'un examen de promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3 du Service Finances de l'Administration communale de Jurbise ;

Considérant que l'agent qui sera promu sera chargé de la gestion quotidienne du Service Finances, de la gestion du personnel le composant et de l'organisation du travail au sein de ce Service, sous l'autorité du Directeur général ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs à la promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3, sont fixés au statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 10 janvier 2018, obtenu en date du 11 janvier, et qu'il s'avère favorable ;

Attendu que les voies et moyens nécessaires ont été prévus au Budget communal de l'exercice 2018, service ordinaire, aux articles 104/11101.2018, 104/11301.2018 et 104/11321.2018;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. - De procéder à l'organisation d'un examen de promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3 du Service Finances de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

10. **Personnel** – Organisation d'un examen de promotion au grade de Chef de service administratif C3 pour le Département Animation - Projets de l'Administration communale de Jurbise – organisation et modalités de la procédure d'examen – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de procéder à l'organisation d'un examen de promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3 du Département Animation - Projets de l'Administration communale de Jurbise ;

Considérant que l'agent qui sera promu sera chargé de la gestion quotidienne du Département Animation - Projets, de la gestion du personnel le composant et de l'organisation du travail au sein de ce Département, sous l'autorité du Directeur général ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs à la promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3, sont fixés au statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 10 janvier 2018, obtenu en date du 11 janvier, et qu'il s'avère favorable ;

Attendu que les voies et moyens nécessaires ont été prévus au Budget communal de l'exercice 2018, service ordinaire, aux articles 762/11109.2018, 762/11309.2018 et 762/11321.2018;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. - De procéder à l'organisation d'un examen de promotion d'un agent au grade de Chef de service administratif C3 pour le Département Animation - Projets de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

11. **Divers** – Règlement Général relatif à la Protection des Données (RGPD) : manifestation d'intérêt à l'égard du projet pilote de centrale d'achat « RGPD » initié par l'Union des Villes et Communes de Wallonie – **approbation**

En réponse aux explications fournies par la Présidente sur ce projet et sur cette nouvelle matière que les pouvoirs publics vont être amenés à développer, Monsieur Delhayé fait remarquer que pour cette nouvelle fonction et compte tenu des questions stratégiques et juridiques en jeu, il conviendrait de désigner du personnel qualifié et capable d'agir en toute indépendance de l'autorité.

La Présidente précise toutefois que les contours et le contenu de cette fonction doivent encore être précisés et concrètement organisés au niveau supérieur, la Région Wallonne elle-même n'étant pas encore à même de donner des directives claires et univoques à son propos.

Madame Senecaut précise pour sa part que des formations générales sont d'ores et déjà organisées, et devraient être suivies, au fil du temps, par des formations de plus en plus spécifiques.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Considérant le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, ci-après le RGPD, et sa mise en application au 25 mai 2018 ;

Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Considérant les principes de licéité, de loyauté, de transparence, de limitation des finalités, de minimisation des données, d'exactitude, de limitation de la conservation, d'intégrité et de confidentialité et de responsabilité contenus dans ces réglementations ;

Considérant que la commune de Jurbise est associée à l'Union des Villes et des Communes de Wallonie ;

Considérant que l'Union des Villes et Communes de Wallonie initie un projet pilote de centrale d'achat pour la mise en conformité au RGPD pour un nombre limité de ses membres ;

Que les membres intéressés doivent manifester leur intérêt pour le 31 janvier 2018, et que les 26 membres seront sélectionnés selon les critères suivants : géographie, taille (nombre d'habitants), catégorie de membres, caractère urbain ou rural, majorité politique ;

Considérant qu'une participation financière visant à couvrir les frais administratifs de gestion et d'étude relatifs aux activités d'achat centralisées est demandée au bénéficiaire ;

Qu'elle s'élève, pour le projet-pilote « RGPD », à 3% HTVA des factures HTVA établies par le ou les adjudicataires, modifications éventuelles incluses, compte non tenu des sanctions financières éventuellement infligées à ou aux adjudicataires ;

Que la facturation ayant lieu par trimestre sur la base à la fois des commandes effectuées par le bénéficiaire et des facturations établies par le ou les adjudicataires ;

Considérant que la manifestation d'intérêt n'engage pas la commune de Jurbise à adhérer à la centrale d'achat et à effectuer commande, mais que seuls les membres qui auront manifesté cet intérêt et qui auront été sélectionnés auront cette possibilité ;

Considérant que la commune de Jurbise souhaite s'impliquer activement dans le projet pilote mené par l'UVCW ;

Considérant que la commune de Jurbise entend entreprendre les démarches en vue de cette mise en conformité et souhaite manifester son intérêt auprès de l'Union des Villes et Communes de Wallonie pour le projet pilote de centrale d'achat de mise en conformité au RGPD ;

Qu'il échet de compléter le formulaire en ligne idoine ;

Considérant que la commune de Jurbise souhaite participer à la définition des besoins en envoyant une personne compétente aux réunions de travail organisées par l'UVCW pour ce projet pilote ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de ce projet ;

Le Conseil communal marque son accord sur cette proposition avec 17 voix pour et 3 abstentions. Madame Petit, Monsieur Delhaye et Monsieur Breuse s'abstiennent.

Article 1^{er} . De manifester son intérêt quant au projet pilote de centrale d'achat « RGPD » initié par l'Union des Villes et Communes de Wallonie selon les conditions prédéfinies ci-dessus.

Article 2 . - De désigner Monsieur David Mahieu, agent communal affecté à ces matières au sein de la Commune de Jurbise, pour se rendre aux réunions de travail relatives à la spécification des besoins pour ce projet pilote.

Article 3 . - De charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération et de transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'UVCW et à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

12. **Juridique** – Introduction d'un recours en annulation auprès de la Cour constitutionnelle contre le Décret régional wallon du 9 mars 2017 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et d'un recours en suspension et en annulation contre le Décret régional wallon du 12 octobre 2017 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande – **autorisations**

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut suit l'intervention suivante :

« La Commune de Jurbise souhaite introduire un recours en annulation contre le Décret régional wallon du 9 mars 2017 qui abroge le système de vote automatisé pour les communes de langue française tout en permettant aux communes de langue allemande de conserver un système de vote automatisé pour les élections communales de 2018.

La Commune souhaite également introduire un recours en suspension et en annulation contre le Décret régional wallon du 12 octobre 2017 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

La majorité communale explique dans le projet de délibération que cela fait presque 20 ans que Jurbise utilise le vote automatisé, qu'une partie considérable de la population n'a jamais voté autrement que par le vote automatisé sous-entendu et ne serait pas capable d'utiliser le vote papier !

Ensuite, il est expliqué qu'une différence de traitement et une inégalité entre citoyens devrait être constatée, certains pouvant continuer à bénéficier du vote automatisé tandis que d'autres non.

Le PS souhaite attirer l'attention sur le fait

- il y a une dérogation générale défendue par la Communauté germanophone (contrairement à la Communauté française) ;*
- Les Germanophones paient l'entièreté des frais de la solution informatique et du matériel ;*
- La Région wallonne ne donne que l'équivalent des frais « papier » (environ 90 centimes par habitants).*

D'autre part, encore bien même qu'il y aurait annulation, encore conviendrait-il d'examiner la possibilité de repasser à un vote automatisé. En effet, la solution informatique choisie par les communes germanophones n'est plus celle utilisée lors des élections passées. La solution de Stesud est abandonnée par le fournisseur Civadis qui a repris Stesud. Il n'y aurait donc plus de solution wallonne, ni belge, ni même européenne.

- Les communes germanophones ont donc choisi la solution adoptée par la Région bruxelloise et par les communes flamandes de plus de 25000 habitants qui ont choisi ce type de vote.*
- La solution Smartmatic est la seule agréée par le Ministère de l'Intérieur.*

- le prix d'un bureau de vote Smartmatic pour une élection est de 10.000 euros minimum. Avec l'ancienne application « Stesud », le prix du vote par habitant était évalué à environ 2,45€ par rapport au 0,9€ du papier.

Quelles seraient alors les options pour Jurbise qui devrait en toute hypothèse changer ses outils informatiques ? Jurbise a-t-elle l'intention de faire développer pour elle-même un système de vote informatisé endéans le délai qui nous sépare des élections ? Quel en serait le coût ? Celui-ci sera t-il agréé par le SPF Intérieur ? A-t-on l'intention d'utiliser le même système qu'en Flandre avec le surcoût ?

Ces questions doivent recevoir une réponse avant de lancer les recours ?

Une autre solution a par contre le vent en poupe à la Région wallonne. Elle permettrait aux communes anciennement informatisées (comme Jurbise) d'avoir une aide digitale lors des élections.

- Il est exact que cette solution ne remplace pas le vote papier, qui reste obligatoire
- La solution intervient lors des dépouillements en permettant l'encodage, la visualisation des votes par projection ainsi que les calculs automatisés.
- Cette solution, commercialisée par Civadis, s'appelle « Depass » système de dépouillement assisté par ordinateur. Elle ne devrait pas faire l'objet d'autorisation du Ministère de l'intérieur.
- Elle est à l'étude à la DGO5 qui devrait donner son aval pour l'utilisation, voire, subsidier cette solution.

Cette solution ne serait-elle pas préférable plutôt que d'introduire des recours qui de toute façon, s'ils aboutissent, devraient engendrer des frais excessivement importants pour la Commune dans la recherche d'une solution en étant isolée en Région wallonne ».

Pour la majorité, la Présidente commence par rappeler que le premier recours a déjà été introduit et qu'il s'agit, dans le cas présent, de prendre la décision purement formelle d'autorisation d'introduire ce recours. La procédure est donc en cours, et sera complétée par l'introduction d'un second recours afin de contester la différence de traitement à l'occasion des prochaines élections communales entre certaines communes wallonnes, comme Jurbise, et les communes de la Communauté germanophone.

La Présidente rappelle ensuite que la solution informatisée pour le dépouillement des votes ne concernera pas que les communes qui, comme Jurbise, bénéficiaient jusqu'ici du vote informatisé, mais bien toutes les communes en Région wallonne. Elle déplore par ailleurs le caractère jugé ridicule du système instauré par le décret du 9 mars 2011, supprimant d'un côté le vote électronique pour les élections communales en Région Wallonne mais développant une solution informatisée pour le dépouillement lors de ces mêmes élections.

Enfin, la Présidente constate que si le Gouvernement fédéral n'adapte pas la législation en vigueur dans la perspective des élections fédérales de 2019, celles-ci pourraient devoir être organisées de manière électronique sur les communes qui, comme Jurbise, recourraient jusqu'à présent à ce système, alors que les élections régionales seraient organisées par le biais du vote papier.

Madame Senecaut demande si le second recours a déjà été introduit, ce à quoi la Présidente répond par la négative.

A la question de Monsieur Delhaye de savoir si une estimation comparative concrète du coût des élections (papier et électronique) a été menée, la Présidente lui répond qu'une telle estimation a été faite lors des travaux parlementaires menés avant l'adoption des décrets ici contestés, et que l'exemple de Jurbise y avait notamment été abordé.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, et notamment L'article L1242-1 relatif aux attributions du Conseil communal lors d'une procédure en justice ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus précisément son ancien titre II de la quatrième partie du Code, traitant du système du vote automatisé ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le décret régional wallon du 9 mars 2017 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux élections locales, et plus précisément son article 45, qui prévoit l'abrogation, pour les communes de langue française, du livre II de la quatrième partie du Code ;

Vu que ce décret, et plus précisément son article 45, a pour conséquence la suppression de tout système de vote automatisé dans les communes wallonnes de langue française ;

Vu que le système de vote électronique est opérationnel sur le territoire communal jurbisien depuis 1999 et a fait la preuve de son efficacité et de son opérationnalité tout au long des nombreuses échéances électorales survenues à Jurbise depuis lors ; que sa suppression serait source de perturbation et de désagréments tant d'un point de vue administratif et organisationnel (matériel à acquérir pour remplacer celui sur lequel repose le système de vote automatisé, nombre de bureaux de vote à revoir à la hausse) que du point de vue de la population jurbisienne, une partie considérable de celle-ci n'ayant jamais voté autrement que par le biais du système de vote automatisé ;

Vu que la suppression du système de vote automatisé risque d'être particulièrement mal perçue et ressentie par une population locale habituée à celui-ci depuis près de 20 ans, ce, alors que le taux d'abstention lors des dernières élections connaît une courbe ascendante et qu'il est de plus en plus ardu de mobiliser les citoyens pour participer à l'organisation des journées électorales en tant qu'assesseurs et présidents de bureau ;

Vu que le décret régional wallon du 9 mars 2017 abroge ce système pour les communes de langue française, mais permet aux communes de langue allemande de conserver un système

de vote automatisé pour les élections communales qu'elles organiseront dès 2018, créant de ce fait une différence de traitement et une inégalité entre citoyens wallons ;

Vu la délibération du 28 mars 2017 du Conseil communal, approuvant les conditions et le mode de passation de la procédure de marché public destinée à désigner un avocat pour l'introduction d'un recours contre le décret régional wallon du 9 mars 2017 susnommé ;

Vu la délibération du 8 mai 2017 du Collège communal, désignant l'avocat Jean LAURENT du cabinet CEW & Partners, sis avenue Louise 250 à 1050 Bruxelles comme adjudicataire de cette procédure de marché public ;

Vu la notification du 9 mai 2017 par laquelle la Commune de Jurbise informe Me Jean LAURENT de sa désignation, et l'invite à débiter sa mission ;

Vu la décision du Collège d'introduire un recours en annulation contre le décret régional wallon du 9 mars 2017 ;

Vu la décision du Collège d'introduire également un recours en suspension et en annulation contre le décret régional wallon du 12 octobre 2017 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande ;

Vu qu'il convient ainsi d'autoriser le Collège à introduire les procédures susmentionnées contre les deux décrets ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de ce dossier ;

Le Conseil communal marque son accord sur l'introduction de ces deux recours avec 16 voix pour et 4 contre. Madame Senecaut, Madame Petit, Monsieur Delhaye et Monsieur Breuse votent contre.

Article 1er. – D'autoriser le Collège communal à introduire une requête en annulation à l'encontre du Décret du 9 mars 2017 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux élections locales.

Article 2. - D'autoriser le Collège communal à introduire une requête en suspension et en annulation à l'encontre du Décret du 12 octobre 2017 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 30 mars 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Article 3. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au cabinet CEW & Partners ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier.

13. Questions orales

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose les deux questions suivantes :

« Depuis quelques temps, les abords du site des étangs de Jurbise à la rue des Martyrs sont occupés par une activité de vente de voitures d'occasion. Il semble que des riverains se plaignent du passage de camions sur ces routes peu appropriées, notamment la nuit, et de l'installation de bureaux de style « cabine » sur les lieux. Cette activité dispose-t-elle des autorisations communales liées au nombre de voitures et du permis d'urbanisme nécessaire aux cabines ? Le Collège a-t-il été informé de ces problèmes ? »

« En novembre dernier, le groupe PS avait posé la question suivante : un nombre croissant de riverains du Chemin du Prince déplore les passages répétés de semi-remorques dans la rue ce qui génère des nuisances sonores et des dégâts de chaussée. La Commune est-elle informée de cette situation et des mesures sont-elles envisageables sur base de statistiques ?

A ce propos, la Bourgmestre avait annoncé la demande d'une étude statistique à la Zone de police. De nouvelles remarques de riverains nous parvenant, cette étude a-t-elle été réalisée ou est-elle programmée et, le cas échéant, les résultats sont-ils connus ? »

Pour la majorité, la Présidente répond pour commencer à la première question, en recontextualisant la situation vécue par les propriétaires et gérants du bien situé à la rue des Martyrs. L'établissement (café) a été touché par un incendie le 9 mars 2017, laissant les intéressés sans ressources. Le 23 novembre de cette même année, alors que l'exploitation de vente de véhicules d'occasion avait été entamée et avait fait l'objet, par la Commune, d'une demande de régularisation adressée au gérant, le beau-père de ce dernier est subitement décédé. Compte tenu de ces incidents, cette demande de régularisation a été provisoirement mise entre parenthèses, mais la Présidente informe l'assemblée que l'activité est désormais stoppée, seuls trois véhicules étant encore présents sur le site et le module « Portakabin » ayant été mis en vente.

Pour répondre à la seconde question de Monsieur Delhaye, la Présidente lit à l'assemblée le rapport établi par l'Administration sur base des analyses de trafic réalisées par la Zone de police Sylle et Dendre, laissant apparaître un nombre limité de semi-remorques circulant sur le Chemin du Prince – 88 – durant la période analysée, soit 7 jours.

La Présidente complète sa réponse en informant l'assemblée d'une décision prise ce même jour par le Collège communal concernant le placement à venir d'un radar répressif – acquis par l'intermédiaire de la Zone de police – sur le tronçon Chemin du Prince – rue d'Erbisoeul.

Plus aucune question orale n'étant posée, la Président déclare le huis clos.

HUIS CLOS :